

## UNE AFFAIRE SONATRACH 3 À L'HORIZON

Des pots-de-vin dans le gaz  
entre l'Algérie et l'Espagne ?

Après l'affaire Sonatrach 1 en 2010, celle de Sonatrach 2 en 2013, 2014 verra-elle l'explosion de Sonatrach 3 entre l'Algérie et l'Espagne ? Fort possible, et ce ne serait pas une surprise, tant la corruption est généralisée pratiquement à tous les grands contrats et marchés à l'international : les relations commerciales, notamment en matière de gaz entre l'Algérie et l'Espagne, ne seraient pas épargnées.

D'ailleurs, ces négociations ont connu de nombreux couacs et failli capoter à plusieurs reprises lors de la première moitié des années 2000, puis, subitement, presque tout est rentré dans l'ordre, comme par «enchantement». Une intermédiaire — une fois n'est pas coutume — serait derrière au moins une partie de cette nouvelle affaire. Et dire que tout a commencé par la médiatisation d'une célèbre partie de chasse en... Afrique en 2012, où le «chasseur» d'honneur était le roi d'Espagne, roi qui par ailleurs parraine des associations qui militent pour l'interdiction des massacres d'animaux protégés : l'image fait scandale en Espagne où les citoyens du roi ne comprennent pas qu'en période de crise, Sa Majesté s'adonne à des safaris et autres luxures, et plus grave, en compagnie de sa petite amie une «princesse» allemande de la jet set, Corinna zu Sayn-Wittgenstein : reprenez ce nom, car on le retrouvera dans des négociations cachées de gaz entre l'Algérie et l'Espagne. Ce qui écoeure encore plus les Espagnols, c'est que le roi, qui, quelque temps auparavant, avait pourtant compat avec ses sujets en déclarant que «les difficultés économiques de son peuple l'empêchaient de dormir...» ! Mais en fait, les scandales éblouissants la famille royale se multiplient, et les premières révélations montrent que la corruption se pratique à grande échelle. Un premier procès s'ouvre en 2012 où est impliqué le gendre du roi, «pris en charge» depuis plusieurs années par notre «princesse allemande», qui, acculée, osera avouer au quotidien *El Mundo* : «J'ai mené plusieurs missions délicates pour l'Espagne.» Donc pour le roi !

Rien que ça. Ces propos ne tombent pas dans l'oreille d'un sourd : un juge courageux nommé Castro (retenez ce nom), en charge des cas

de corruption où des membres de la famille royale, sont inculpés (le 8 février dernier, il avait convoqué la fille cadette du roi, essaye d'élargir son enquête sur le contenu de ces «missions délicates»). La presse d'investigation espagnole lui emboîte le pas, et nombre de journaux européens titrent «Des «petits» juges espagnols font face aux «grands» d'Espagne» !

## Madame... 3% !!

Corinna zu Sayn-Wittgenstein, de père hongaro-danois et de mère allemande, habite Monaco pour échapper au fisc : se fait nommer «princesse», car son deuxième ex-époux est un prince de la noblesse allemande. Elle rencontre — ou provoque la rencontre — le roi d'Espagne en Allemagne en 2004 lors d'une partie de chasse. En femme d'affaires avisée, elle crée l'année suivante une société, domiciliée à Malte, «Apollonio Associates» qui a pour objet de «mettre en rapport des institutions, nationales ou internationales, privées ou publiques». Notre «princesse», ainsi que l'indiquera le correspondant à Madrid du quotidien français *Libération*, «met en contact des chefs d'Etat, des dirigeants politiques et de puissants entrepreneurs, le tout en échange d'émoluments conséquents», c'est-à-dire des commissions et autres pots-de-vin placés notamment en Suisse.

Du jamais vu, même le patron des services des renseignements généraux espagnols montera au créneau pour mettre un terme à ces enquêtes en déclarant au Parlement que cette «princesse» n'a jamais collaboré avec l'Etat espagnol, façon de tracer une ligne rouge aux juges anti-corruption et à une presse trop curieuse.

2006 : c'est l'année où les affaires entre la princesse et le roi débutent, la presse espagnole d'in-

vestigation démontrant le rôle essentiel de la princesse allemande au profit de grandes entreprises espagnoles. En 2007, notre «princesse» fera partie de la délégation du roi d'Espagne en... Algérie !

A titre d'exemple, elle a été l'intermédiaire dans la conclusion en 2011 d'un contrat de près de 7 milliards d'euros pour la réalisation au profit d'un consortium espagnol (la compagnie ferroviaire Renfe, l'opérateur du réseau de chemins de fer Adif, le groupe de BTP OHL, le fabricant de trains Talgo et la société technologique Indra) d'une ligne de chemins de fer en Arabie Saoudite (La Mecque-Médine). Certaines de ces entreprises ont obtenu, ces 10 dernières années, plusieurs marchés juteux en Algérie.

Durant la même période, la princesse allemande est en relation d'affaires avec Mohamed Eyad Kayali, magnat hispano-saoudien d'origine syrienne, connu aussi pour être le bras droit en Espagne du ministre saoudien de la... Défense !

Dans cette affaire avec les Saoudiens, selon l'hebdomadaire espagnol *Interviú*, la princesse allemande «aurait touché de juteuses commissions, à hauteur de 3% sur la valeur du contrat, qui ont atterri sur deux comptes suisses». Mais selon cet hebdomadaire, elle œuvrait aussi pour des intérêts adverses : «En 2008, elle a intercédé auprès du roi pour que le géant pétrolier russe Lukoil entre dans l'actionnariat de son concurrent espagnol Repsol.

En vain : un domaine trop stratégique, a-t-on estimé à Madrid». Autre révélation qui nous intéresse plus particulièrement : toujours selon la presse du pays de Cervantès (rapportée par *Libération*, cité plus haut), la princesse allemande est aussi intervenue «dans la mise en place d'une alliance stratégique avec l'Algérie pour l'acheminement de gaz. Le juge espagnol Castro est au fait de ces pistes.

## Où l'on retrouve... Chakib Khelil !

Au début des années 2000, les négociations entre l'Algérie et l'Espagne sur le gaz (gazoduc, prix du gaz, complexes pétrochimiques) se sont multipliées, et les échanges de

délégations, même au plus haut niveau, n'ont jamais été aussi nombreux. Chakib Khelil, comme ministre de l'Energie et aussi comme patron de Sonatrach, a reçu beaucoup d'officiels espagnols et souvent pris l'avion pour Madrid. Le président Bouteflika se rendra en Espagne en juin 2002 (la dernière visite d'un président algérien remonte à 1985). Le roi d'Espagne, Juan Carlos, lui rendra la pareille en 2007, du 13 au 15 mars (sa dernière visite en Algérie ayant eu lieu en 1983), accompagné d'une très importante délégation de chefs d'entreprise. Parmi ces entreprises, il y a Repsol YPF, Cepsa, Gas Natural, Iberdrola et Endesa (secteur de l'énergie), OHL, ACS, Acciona et Abengoa (construction, services et ingénierie), la banque Sabadell, CAF et Talgo (transport ferroviaire), Cofares (pharmacie), Telefonica et Indra (télécommunications et technologies de l'information).

Mais ce n'est qu'en 2013 que l'on apprendra — plusieurs sources espagnoles nous le confirmeront, notamment médiatiques — que notre «princesse» allemande sera du voyage royal sur Alger : ce que le roi avait déjà fait avec elle pour une visite officielle et d'affaires en Arabie Saoudite. Le déplacement du roi d'Espagne en Algérie avait été précédé quelques semaines auparavant d'un voyage de Chakib Khelil à Madrid (7 et 8 février 2007) où «il a fait part du soutien de l'Algérie à la participation de l'entreprise espagnole Gaz Natural dans le projet Medgaz, affirmant que Sonatrach allait réduire sa participation dans ce projet pour faciliter l'entrée de Gaz Natural (dépêche APS du 9 mars 2007). A-t-il été reçu discrètement par le roi durant son séjour ?

Une chose est sûre, et c'est bien étrange, c'est Chakib Khelil, ministre de l'Energie, qui sera désigné officiellement pour accompagner le roi Juan Carlos à Djanet pour une escapade pas uniquement touristique, loin des regards, en présence de notre «princesse» allemande. Il eut été plus conforme au protocole que le roi, en pareil cas, se fasse accom-

pagner par le ministre algérien de l'Intérieur ou celui du Tourisme.

Ce fut le début du commencement du règlement des contentieux algéro-espagnols....

Etouffer à tout prix  
cette affaire

En 2012, la princesse allemande disparaissait des «écrans radars» espagnols. Tout est fait au plus haut niveau du gouvernement espagnol et de certaines officines pour empêcher que les juges aillent trop loin dans leurs investigations, notamment sur les nombreux contrats signés ces 10 dernières années entre l'Algérie et l'Espagne : des milliards d'euros de marchés, de commerce et d'achats en tous genres sont en jeu. La presse espagnole d'investigation, du moins celle qui est indépendante, subit elle aussi toutes sortes de pression pour ne pas aller trop loin dans ses enquêtes. De nouvelles révélations ne sont pas à exclure.

Quant à notre «princesse» allemande, elle a multiplié les mises en garde et autres menaces : «...Si jamais les autorités espagnoles ou quiconque lui cherche querelle, a-t-elle averti, elle n'hésiterait pas à riposter : elle a fait savoir qu'elle possédait des copies de «tous» les documents officiels liés à ses missions très spéciales.» Les grandes affaires de corruption à l'international ont contribué à commencer à faire sortir l'Espagne de la crise.

Le gouvernement espagnol, à l'instar de ses homologues européens qui ont mis en place ce «nouveau commerce» de vente de nationalités (voir «Soir Corruption» du lundi 3 mars 2014), est peu regardant sur l'origine des fonds de ces nouveaux riches des pays du Sud «acheteurs» de nationalités. Ces pays «vendeurs» de nationalités savent pourtant pertinemment que dans le camp des «acheteurs», la fuite des capitaux, le blanchiment d'argent et les pots-de-vin de la corruption serviront à acquérir «légalement» des passeports européens. Tout est bon à prendre, et même à n'importe quel prix, pour juguler ce que les Européens appellent leur «crise»...

Djilali Hadjadj

Le pays de la péninsule ibérique, l'un des plus  
corrompus de l'Union européenne

Le rapport de la Commission européenne sur la corruption, premier du genre, publié le mois dernier, fait des vagues parmi les Etats membres : ces derniers ne l'ont pas accueilli à l'unanimité. Certains gouvernements s'engagent sur la voie de la réforme, d'autres font la sourde oreille.

Attendu depuis longtemps, ce rapport sur la corruption, de 40 pages, analyse la situation générale dans l'ensemble de l'Union européenne et une dizaine de pages est consacrée à l'analyse pays par pays. Ce paquet est accompagné d'une nouvelle enquête spéciale «Eurobaromètre» de 230 pages sur la corruption.

L'objectif de la Commission est de lancer

un débat sur la corruption et d'identifier les manières de lutter contre ce fléau. Mais la réceptivité des Etats membres n'est pas toujours aux rendez-vous.

Une famille royale aux pratiques  
déloyales

Les principaux médias espagnols ont conclu, à partir du chapitre consacré à l'Espagne, que le pays de la péninsule ibérique était l'un des plus corrompus de l'Union. Même si la Commission n'a fait aucun classement entre les 28 Etats membres pour ce qui est de la corruption. En se fondant sur le rapport, la presse nationale est arrivée à la conclusion qu'un renforcement des

mesures de surveillance et de contrôle était nécessaire dans des domaines tels que le financement des partis politiques au niveau des gouvernements régionaux, provinciaux et locaux. Tous ces niveaux de pouvoir sont le théâtre de nombreux scandales de corruption. Cependant, aucun des partis politiques nationaux n'a souhaité faire des déclarations au sujet du rapport.

Mais en fait, depuis quelques années déjà, l'Espagne est frappée de plein fouet par la corruption, et des noms de personnalités politiques et médiatiques de premier ordre reviennent régulièrement, tels que le Premier ministre, Mariano Rajoy et les membres de la famille royale. Cette dernière

est au cœur de plusieurs scandales, et les dirigeants du pays — toutes casquettes confondues dont les services secrets — sont mobilisés pour circonscrire «l'incendie» à quelques maigres affaires.

Le 8 février dernier, une des filles du roi espagnol se voyait signifier son inculpation pour blanchiment d'argent et délit fiscal, convoquée par le juge José Castro au tribunal de Palma de Majorque, et ce, contre l'avis de sa hiérarchie judiciaire (!) pour répondre de ces accusations. Les juges espagnols anti-corruption subissent toutes sortes de pression pour épargner la famille royale, le roi plus particulièrement.

D. H.